

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/202455]

28 MARS 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi exceptionnel de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA exceptionnel)

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, les articles 7 et 8;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 octobre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 novembre 2012;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 20 novembre 2012;

Vu l'avis 52.845/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 mars 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a l'Energie dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o Ministre : le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions;

2^o administration : le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, Département de l'Energie et du Bâtiment durable;

3^o personne de droit public : toute commune, centre public d'action sociale et province de Wallonie ainsi que toute zone de police locale pluricommunale de Wallonie dotée de la personnalité juridique au sens de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux;

4^o organismes non commerciaux : les organismes tels que définis à l'article 1^{er}, 4^o, du décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables;

5^o performance énergétique d'un bâtiment (PEB) : la quantité d'énergie effectivement consommée ou calculée pour répondre aux différents besoins liés à une utilisation standardisée du bâtiment, qui inclut entre autre l'énergie utilisée pour le chauffage, l'eau chaude, le système de refroidissement éventuel, la ventilation et l'éclairage; cette quantité est exprimée par un ou plusieurs indicateurs numériques qui tiennent compte de l'énergie réellement consommée ou calculée en tenant compte de l'isolation, des caractéristiques techniques et des caractéristiques des installations, de la conception et de l'implantation eu égard aux paramètres climatiques, à l'exposition solaire et à l'incidence des structures avoisinantes, de l'autoproduction d'énergie et d'autres facteurs, y compris le climat intérieur, qui influencent la demande d'énergie;

6^o travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment : les travaux repris à l'annexe 2 qui ont trait à l'amélioration de l'enveloppe, à l'amélioration des systèmes de chauffage, de ventilation, de rafraîchissement de l'air, de l'éclairage, de la gestion énergétique tout en tenant compte du confort thermique d'hiver, d'été et de la qualité de l'air intérieur et qui conduisent à une amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment.

CHAPITRE II. — Des conditions d'octroi de la subvention

Art. 2. § 1^{er}. Pour les bâtiments construits depuis au moins dix ans à la date de l'introduction de la demande de subvention, dans la limite des crédits budgétaires déterminés en application de l'article 5, § 9, du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, une subvention peut être accordée par le Ministre aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation de travaux d'amélioration de la performance énergétique du bâtiment, dans le respect des conditions suivantes :

1^o la personne de droit public ou l'organisme non commercial qui sollicite la subvention est propriétaire des éléments insérés ou rénovés et dispose sur le bâtiment d'un droit réel principal ou d'un droit personnel de jouissance d'une durée supérieure ou égale à neuf ans;

2^o à la date de l'introduction de la demande de subvention, le bâtiment est affecté à la réalisation de la mission de service public ou non commerciale du demandeur;

3^o la demande de subvention est introduite au plus tard le 30 juin 2013.

L'affectation visée à l'alinéa 1^{er}, 2^o est maintenue pour une durée minimale de trois ans à compter de la réception provisoire des travaux faisant l'objet de la subvention.

§ 2. Seuls sont éligibles les travaux pour lesquelles la réglementation sur les marchés publics a été respectée.

Art. 3. La base de calcul de la subvention est évaluée en prenant comme référence l'ensemble des coûts éligibles T.V.A. comprise.

Par coûts éligibles pour les travaux permettant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment, il faut entendre l'achat et l'installation de matériaux ou d'équipements visant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment.

Art. 4. § 1^{er}. Le taux applicable à la base de calcul pour le montant de la subvention est de :

1° 100 pour cent des coûts éligibles pour les bâtiments affectés à l'enseignement de la Communauté française ou de la Communauté germanophone;

2° 60 pour cent des coûts éligibles pour les autres bâtiments affectés à l'enseignement, auxquels s'ajoutent des majorations cumulables entre elles, de :

a) 20 pour cent des coûts éligibles pour l'Enseignement fondamental;

b) 10 pour cent des coûts éligibles pour les établissements reconnus à discrimination positive;

3° 75 pour cent des coûts éligibles pour tout autre bâtiment, auxquels s'ajoute la majoration de 10 pour cent du taux de subvention lorsque le bâtiment fait l'objet d'un droit réel principal ou d'un droit personnel de jouissance d'une durée supérieure ou égale à neuf ans dévolu par une commune de moins de 10 000 habitants et est affecté à la réalisation de la mission de service public d'une personne de droit public.

Si les investissements font l'objet d'autres subsides des Communautés, de la Région, des Provinces ou des Communes, les pourcentages déterminés à l'alinéa 1^{er} sont calculés sur la partie des investissements non couverte par ces autres subsides.

§ 2. Pour pouvoir prétendre au bénéfice de la subvention visée au paragraphe 1^{er}, le montant des coûts éligibles de la demande est au moins égal à 10.000 euros.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, une demande portant sur la réalisation de travaux identiques sur plusieurs bâtiments est acceptée, même si le montant des coûts éligibles par bâtiment n'atteint pas 10.000 euros, à la condition que le montant cumulé des coûts éligibles soit au moins égal à cette somme et que ces travaux fassent l'objet d'un cahier des charges unique.

§ 3. Le montant total des subventions visées au § 1^{er} n'excède pas 500.000,00 euros par demandeur.

Art. 5. Le cumul de la subvention organisée par le présent arrêté avec d'autres subsides n'est possible qu'à la condition que la somme totale des subventions octroyées ne dépasse pas 100 pour cent du montant total des coûts éligibles au présent arrêté.

Art. 6. § 1^{er}. Les budgets disponibles sont répartis par enveloppe de la manière suivante :

1° 60 pour cent aux bâtiments scolaires, la répartition entre réseaux étant réalisée sur la base de la clé du nombre d'élèves arrêtée au 15 janvier 2012;

2° 20 pour cent aux autres bâtiments occupés par une personne de droit public;

3° 20 pour cent aux autres bâtiments occupés par un organisme non commercial.

En cas de sous-consommation d'une des enveloppes, les crédits disponibles peuvent être réaffectés aux autres.

§ 2. Au sein de chacune des enveloppes visées au § 1^{er}, les crédits disponibles sont octroyés aux demandes dans l'ordre de classement de la performance tel que défini à l'article 12, § 4.

CHAPITRE III. — *De l'introduction de la demande de subvention*

Art. 7. Le dossier de demande de subvention est composé :

1° du formulaire de demande mis à disposition par l'administration;

2° du cahier des charges ou descriptif des travaux à réaliser et du matériel à installer;

3° du devis estimatif détaillé relatif à la fourniture et au placement du matériel visé par la subvention;

4° d'une note explicative relative au respect des critères énergétiques énoncés à l'annexe 2;

5° des données de consommations d'énergie pour les trois dernières années précédant la demande de subvention ou, lorsque ces données ne sont pas disponibles, des données relatives à la performance de l'enveloppe du bâtiment, permettant de déterminer une consommation d'énergie théorique;

6° de la description de la nature de l'affectation du bâtiment et de son régime d'occupation;

7° d'une note de calcul détaillée de l'économie d'énergie générée par les travaux envisagés conformément aux exigences décrites à l'annexe 1^{re};

8° de tous les documents relatifs aux sources de financement et aux subventions déjà perçues, sollicitées ou qui peuvent être sollicitées pour la réalisation des travaux envisagés, accompagnés d'une déclaration sur l'honneur du demandeur qu'il n'a pas, pour la réalisation des travaux envisagés, perçu ou sollicité d'autres primes ou subsides que ceux repris dans les documents fournis et qu'il n'en sollicitera pas.

Art. 8. § 1^{er}. Dans le mois qui suit la réception de la demande de subvention, l'administration envoie au demandeur un accusé de réception qui précise si le dossier de demande est complet.

Si le dossier est déclaré incomplet, le demandeur dispose d'un délai de quinze jours prenant cours à dater de l'envoi de l'accusé de réception pour fournir les éléments manquants.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur a fait parvenir les renseignements demandés, l'administration envoie au demandeur un second accusé de réception qui précise le caractère complet de son dossier.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur n'a pas donné les renseignements sollicités, la demande est irrecevable.

§ 2. La décision de refus ou d'octroi de la subvention est notifiée au demandeur dans les septante cinq jours à dater de l'approbation par le Gouvernement de la liste des projets retenus.

§ 3. L'octroi de la subvention implique l'obligation de fournir à l'administration, chaque année, pendant dix ans, les informations relatives aux consommations énergétiques du bâtiment concerné au moyen du formulaire mis à disposition par l'administration.

L'obligation visée à l'alinéa 1^{er} prend cours l'année de la liquidation de la subvention.

Art. 9. Les demandes de subvention sont préalables à la commande et à la mise en œuvre des travaux, lesquels ont lieu au plus tôt après la notification de la décision d'octroi de la subvention. La décision d'octroi de la subvention peut être conditionnée à la modification de certains aspects techniques du dossier de demande.

Art. 10. § 1^{er}. Les travaux subventionnés sont réalisés et réceptionnés dans un délai de trois ans à dater de la notification de la décision d'octroi de subvention.

Ce délai peut être prolongé d'un an si le bénéficiaire en fait la demande écrite et motivée au plus tard trois mois avant la date d'expiration du terme initialement prévu.

§ 2. Le Ministre ou son délégué peut préciser le contenu des documents visés au présent chapitre et déterminer leur forme.

CHAPITRE IV. — *De la demande de liquidation de la subvention*

Art. 11. § 1^{er}. La demande de liquidation de la subvention est introduite auprès de l'administration dans les douze mois à dater de la réception provisoire des travaux.

§ 2. En cas de non respect des délais visés au paragraphe 1^{er}, le dossier est clôturé et la décision d'octroi caduque.

§ 3. La demande de liquidation de la subvention pour des travaux contient :

- 1° la décision d'attribution du marché de travaux et l'analyse comparative des offres;
- 2° la copie de l'offre de l'adjudicataire;
- 3° les différents états d'avancement des travaux, le décompte final et les factures y afférentes;
- 4° le procès-verbal de réception provisoire des travaux;
- 5° la déclaration de créance envers la Région en double exemplaire pour la liquidation de la subvention.

§ 4. Dans le mois qui suit la réception de la demande de liquidation de la subvention, l'administration envoie un accusé de réception au demandeur précisant si le dossier de demande est complet.

Si le dossier est incomplet, le demandeur dispose d'un délai de deux mois prenant cours à la date de réception de l'accusé de réception pour fournir les éléments manquants.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur a fait parvenir les renseignements demandés, l'administration envoie au demandeur un second accusé de réception qui précise le caractère complet de son dossier.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur n'a pas donné les renseignements sollicités, la demande de liquidation est irrecevable.

CHAPITRE V. — *Du comité de sélection*

Art. 12. § 1^{er}. Il est créé auprès du Ministre un Comité de sélection chargé de l'examen technique des dossiers de demande de subventions.

§ 2. Le Comité de sélection est composé comme suit :

- 1° un représentant du Ministre;
- 2° deux représentants de l'administration;
- 3° un ou plusieurs experts en matière de marchés publics désignés par le Ministre;
- 4° un ou plusieurs experts en matière d'énergie désignés par le Ministre.

§ 3. Le Comité de sélection évalue la demande de subvention selon les critères suivants :

- 1° la priorité énergétique du projet envisagé dans le contexte du bâtiment;
- 2° la pertinence du choix des techniques et dispositifs proposés notamment leur coût eu égard aux prix moyens du marché;
- 3° l'économie d'énergie, dans des conditions d'utilisation standardisées, notamment d'énergie primaire, et la réduction des émissions de CO₂ attendues;
- 4° l'évaluation du temps de retour comptable de l'investissement

§ 4. En fonction des résultats de son évaluation, le Comité de sélection classe, pour chacune des enveloppes visées à l'article 6, § 2, les demandes de subvention dans un ordre croissant selon l'analyse matricielle suivante :

- 1° le coût financier et énergétique de l'opération exprimé en euros investis par kWh épargné;
- 2° le coût financier et climatique de l'opération exprimé en euros investis par tonne de CO₂ non émise.

En cas d'ex aequo, selon les critères complémentaires suivants :

- 1° la priorité énergétique du projet envisagé dans le contexte du bâtiment;
- 2° la pertinence du choix des techniques et dispositifs proposés.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 13. En cas de fraude au présent arrêté, à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA) ou à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA), le bénéficiaire ne peut pas solliciter de subvention au sens du présent arrêté.

Art. 14. § 1^{er}. Lorsque, préalablement à la date d'introduction d'une demande de subvention dans le cadre du présent arrêté, une demande de subvention a, pour les mêmes travaux et pour le même bâtiment, été introduite dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA) et est en cours d'instruction sans avoir fait l'objet d'une décision d'octroi, cette demande de subvention devient sans objet si la demande introduite dans le cadre du présent arrêté fait l'objet d'une décision d'octroi.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable lorsque la demande de subvention introduite concerne des travaux présentant un caractère d'urgence au sens de l'article 9, alinéa 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA). Dans ce cas, la demande de subvention est soumise aux exigences du même arrêté.

§ 2. Lorsqu'une demande de subvention introduite uniquement dans le cadre du présent arrêté concerne des travaux présentant un caractère d'urgence au sens de l'article 9, alinéa 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA), cette demande devient sans objet et est réputée introduite dans le cadre de ce dernier arrêté. Dans ce cas, la demande de subvention est soumise aux exigences du même arrêté.

§ 3. Lorsqu'il est constaté que le demandeur n'a pas respecté les exigences des articles 5 et 7, 8°, les deux demandes visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont refusées à titre définitif.

Art. 15. Sous réserve de l'application de l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et § 2, entre la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et le 30 juin 2013, aucune demande relative à des travaux éligibles au sens du présent arrêté ne peut être introduite dans le cadre l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA) ou dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA), en ce compris en application de l'article 15 du même arrêté.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 28 mars 2013 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2020.

Art. 17. Le présent arrêté peut aussi être identifié par les termes "UREBA exceptionnel".

Art. 18. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 mars 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Annexe 1^{re}

Note explicative relative aux calculs des économies d'énergie engendrées par les travaux visant à l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment.

1. Objectif :

La note explicative a pour objectif de déterminer les caractéristiques technique, en ce compris leur dimensionnement adéquat, énergétique et économique de l'investissement, de manière à évaluer l'efficacité du dispositif envisagé.

2. Exigences :

La note explicative doit notamment contenir les éléments suivants :

1° la présentation des caractéristiques techniques de l'investissement visant à réduire les besoins énergétiques et complémentaiement, si nécessaire, les techniques permettant de répondre aux besoins énergétiques de manière plus efficiente et économique;

2° les hypothèses de travail;

3° le calcul de dimensionnement technique de l'investissement et les grandeurs de référence utilisées pour le calcul (selon les cas; coefficients de transmission thermique avant et après travaux et rendements de l'installation);

4° une évaluation de l'économie d'énergie (pouvant tenir compte du confort thermique) et de la réduction des émissions polluantes (CO₂, SO₂);

5° le bilan économique de l'investissement tenant compte des coûts de l'investissement et de la valorisation des économies d'énergie;

6° la justification du choix des techniques et dispositifs envisagés;

7° les normes et les codes de bonnes pratiques prises comme référence.

Le Ministre est habilité à compléter le contenu obligatoire de la note.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi exceptionnel de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA exceptionnel).

Namur, le 28 mars 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Annexe 2

Liste des travaux visant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment admis à la subvention

Peuvent être subventionnés dans le cadre du présent arrêté, dans la stricte mesure nécessaire à la mise en œuvre des améliorations énergétiques, et à l'exclusion des travaux dont le temps de retour comptable excède vingt ans pour les investissements relatifs aux systèmes et soixante ans pour les investissements relatifs à l'enveloppe, les travaux suivants :

1. L'installation d'un **réseau de chaleur** si celui-ci constitue une condition indispensable à une utilisation rationnelle d'énergie.

Dans ce cas, la note explicative conforme à l'annexe 1^{re}, doit être complétée par une note de calcul prouvant que le réseau de chaleur présente une efficacité énergétique globale supérieure à des installations décentralisées.

2. L'**isolation thermique des parois du bâtiment** visée ci-après qui permet d'atteindre

— soit des coefficients globaux de transmission inférieurs ou égaux aux valeurs suivantes

— soit des coefficients de résistance thermique supérieurs ou égaux aux valeurs suivantes :

<i>Parois de la surface de déperdition du bâtiment</i>	<i>U_{max} (W/m²K) ou R_{min} (m²K/W)</i>
a. Vitrage En outre, l'ensemble châssis et vitrage présentera un coefficient de transmission inférieur à	U _{max} 1,1 U _{max} 1,8
b. Portes	U _{max} 2
c. Murs et parois opaques : 1° non en contact avec le sol, à l'exception des murs visés au point 2° 2° en contact avec un vide sanitaire ou avec une cave en dehors du volume protégé 3° en contact avec le sol	U _{max} 0,32 R _{min} 1.2 R _{min} 1.3
d. Toiture ou plafond séparant le volume protégé d'un local non chauffé non à l'abri du gel	U _{max} 0,27
e. Plancher : 1° en contact avec l'environnement extérieur ou au-dessus d'un espace adjacent non chauffé 2° autres cas (sur terre-plein, au-dessus d'un vide sanitaire ou au-dessus d'une cave en dehors du volume protégé, plancher de cave enterré)	U _{max} 0,35 U _{max} 0,35 ou R _{min} 1.3

Les valeurs U_{max} et R_{min} sont calculées selon l'annexe VII de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mai 2012 modifiant, en ce qui concerne la performance énergétique des bâtiments, le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

3. Le remplacement ou l'amélioration de tout **système de chauffage** et qui correspond à l'une des catégories suivantes :

1° les chaudières à condensation. Dans ce cas, le dossier de demande comprendra le schéma de l'installation et la régulation associée justifiant que la température de retour du fluide caloporteur permettra effectivement la condensation;

2° les travaux de partition du système de distribution de chaleur en fonction des différents usages du bâtiment;

3° installation de vannes thermostatiques adaptées au type de fréquentation des locaux et destinées à la suppression des surchauffes éventuelles et/ou à la réduction de la température ambiante de locaux spécifiques;

4° installation de systèmes de régulation devant permettre au minimum une optimisation à l'arrêt des installations en fonction des conditions climatiques extérieures et de la demande intérieure;

5° tous les autres travaux qui ont trait aux installations de chauffage et qui sont conçus de manière telle que le système de chauffage (chaudière, distribution de la chaleur et régulation) soit particulièrement performant, c'est à dire un système qui d'une part développe une efficacité énergétique supérieure à un système classique et d'autre part qui permet une distribution et une régulation de la chaleur adaptées aux principes de l'utilisation rationnelle de l'énergie pour les différents usages du bâtiment.

Dans tous les cas, les tuyaux de distribution de la chaleur du système de chauffage subventionné circulant dans les locaux non chauffés doivent être calorifugés conformément aux règles de l'art.

4. Les améliorations suivantes des installations d'**éclairage** :

1° Le remplacement de système d'éclairage par un système aux normes belges en vigueur et dont la puissance installée après travaux ne dépasse pas :

a) 3 W/m² par 100 lux dans les halls de sports et les piscines;

b) 2,5 W/m² par 100 lux dans les bureaux et les locaux scolaires;

c) 3 W/m² par 100 lux dans les locaux à usage hospitalier;

d) entre 3 W/m² par 100 lux dans un couloir bas et large (min 30 m × 2 m × 2,8 m) et 8,5 W/m² pour 100 lux dans un couloir haut et étroit (min 30 m × 1 m × 3,5 m).

Le remplacement de la source lumineuse seule n'est pas admis. En cas de luminaires équipés de lampes fluorescentes ou de lampes à décharge, ceux-ci seront équipés exclusivement de ballasts électroniques.

2° Installation de tout système permettant l'optimisation du fonctionnement du système d'éclairage, notamment :

a) minuterie, éventuellement associée à des détecteurs de présence, dans les locaux de circulation ainsi que dans les dégagements, toilettes; :

b) réglage, soit en tout ou rien soit en continu, du flux lumineux en fonction de l'éclairement naturel du local;

c) double allumage permettant un éclairage réduit (de 30 à 50 %).

5. Installation de tout équipement électrique rotatif (pompes, ventilateurs, compresseurs) dont le moteur est équipé d'une régulation à vitesse variable. Pour ce qui concerne la demande en chauffage, ventilation ou réfrigération, il doit être muni d'une gestion automatique adaptée aux besoins réels du bâtiment et de ses occupants.

6. Installation de tout équipement dans le domaine de la **ventilation, du refroidissement et de la protection contre la surchauffe** d'un bâtiment, qui correspond à l'une des catégories suivantes :

1° systèmes de régulation permettant la gestion des débits à la demande : horloge, détection de présence, sonde CO₂,... permettant le réglage de la ventilation;

2° systèmes de récupération de chaleur sur l'air extrait du bâtiment; Dans ce cas, la note explicative conforme à l'annexe 1, doit être complétée par le calcul du gain net en énergie primaire, sur base annuelle, dans les conditions de fonctionnement adaptées au bâtiment pour le système proposé;

3° installation de protections solaires extérieures permettant de limiter le temps de fonctionnement d'une climatisation existante ou d'éviter le placement d'une telle installation dans un bâtiment par réduction des surchauffes; Les fenêtres équipées de protections solaires doivent être orientées entre le sud-est et l'ouest en passant par le sud, soit de 135° à 270°;

4° systèmes permettant de diminuer le recours aux installations de réfrigération par un refroidissement direct de la boucle d'eau glacée par l'air extérieur (technique dite de « free-chilling »);

5° installation de refroidissement par ventilation naturelle ou hybride.

7. Installation de tout autre équipement ou système qui a trait à l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment, à l'exclusion des systèmes exploitant des sources d'énergies renouvelables, et qui est particulièrement performant, c'est à dire tout équipement ou système qui d'une part développe une efficacité énergétique supérieure à la normale et qui d'autre part constitue une réponse adaptée aux principes de l'utilisation rationnelle de l'énergie pour les différents usages du bâtiment considéré.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi exceptionnel de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA exceptionnel).

Namur, le 28 mars 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/202455]

28. MÄRZ 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung über die außerordentliche Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA außerordentlich)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, Artikel 7 und 8;

Aufgrund des am 22. Oktober 2012 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 8. November 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 20. November 2012 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 6. März 2013 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 52.845/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Definitionen

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

2° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie, operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie, Abteilung Energie und nachhaltige Gebäude;

3° öffentlich-rechtliche Person: eine Gemeinde, ein öffentliches Sozialhilfezentrum, eine Provinz der Wallonie, sowie eine lokale Mehrgemeindepolizeizone der Wallonie mit Rechtspersönlichkeit im Sinne des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes;

4° nicht-kommerzielle Einrichtungen: die Einrichtungen im Sinne von Artikel 1 4° des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien;

5° Energieeffizienz eines Gebäudes (PEB): die Energiemenge, die tatsächlich verbraucht oder berechnet wird, um den verschiedenen Bedürfnissen im Rahmen der Standardnutzung des Gebäudes gerecht zu werden, und die die für Heizung, Warmwasserbereitung, ggf. Kühlung, Lüftung und Beleuchtung benutzte Energie umfasst. Diese Energiemenge wird durch einen oder mehrere numerische Indikatoren ausgedrückt, die die tatsächlich verbrauchte oder berechnete Energie berücksichtigen, unter Bezugnahme der Wärmedämmung, der technischen Merkmale und Installationskennwerte, der Bauart und der Lage in Bezug auf klimatische Aspekte, Sonnenexposition und Einwirkung der benachbarten Strukturen, der Eigenenergieerzeugung und anderer Faktoren, einschließlich Innenraumklima, die den Energiebedarf beeinflussen;

6° Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes: die in der Anlage 2 genannten Arbeiten, die die Verbesserung der Außenhaut, der Heizungs-, Lüftungs- und Luftkühlungssysteme, der Beleuchtung, des Energiemanagements unter Berücksichtigung des Wärmekomforts im Winter und im Sommer und der Qualität der Innenluft bezwecken, und die zur einer Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes führen.

KAPITEL II — Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses

Art. 2 - § 1 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel, die in Anwendung von Artikel 5 § 9 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, bestimmt werden, kann der Minister für Gebäude, die am Datum der Einreichung des Zuschussantrags seit mindestens zehn Jahren gebaut sind, den öffentlich-rechtlichen Personen und den nicht-kommerziellen Einrichtungen einen Zuschuss für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz des Gebäudes gewähren, unter Einhaltung folgender Bedingungen:

1° die öffentlich-rechtliche Person oder die nicht-kommerzielle Einrichtung, die den Zuschuss beantragt, ist Eigentümer der eingegliederten oder renovierten Bauteile und verfügt über ein dingliches Hauptrecht oder ein persönliches Nutzungsrecht mit einer Dauer von oder über neun Jahren an dem Gebäude;

2° am Datum der Einreichung des Zuschussantrags ist die Zweckbestimmung des Gebäudes die Durchführung der Aufgabe öffentlichen Dienstes oder die Durchführung der nicht-kommerziellen Aufgabe des Antragstellers;

3° der Zuschussantrag wird spätestens am 30. Juni 2013 eingereicht.

Die in Absatz 1 2° genannte Zweckbestimmung wird während mindestens drei Jahren ab der vorläufigen Abnahme der Arbeiten, die den Gegenstand des Zuschusses bilden, aufrechterhalten.

§ 2 - Nur die Arbeiten, für welche die Vorschriften für öffentliche Aufträge beachtet wurden, sind beihilfefähig.

Art. 3 - Bei der Veranschlagung der Berechnungsgrundlage des Zuschusses werden die gesamten beihilfefähigen Kosten, einschließlich der MwSt., als Bezugswert genommen.

Unter beihilfefähigen Kosten für die Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes versteht man den Kauf und den Einbau von Baustoffen oder Einrichtungen zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes.

Art. 4 - § 1 - Der auf die Berechnungsgrundlage für den Betrag des Zuschusses anwendbare Satz beträgt:

1° 100 Prozent der beihilfefähigen Kosten für die dem Unterrichtswesen der Französischen Gemeinschaft oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft gewidmeten Gebäude;

2° 60 Prozent der beihilfefähigen Kosten für die anderen dem Unterrichtswesen gewidmeten Gebäude, zusätzlich folgender kumulierbarer Zuschläge:

a) 20 Prozent der beihilfefähigen Kosten für das Grundschulwesen;

b) 10 Prozent der beihilfefähigen Kosten für anerkannte Einrichtungen mit positiver Diskriminierung;

3° 75 Prozent der beihilfefähigen Kosten für jedes andere Gebäude, zusätzlich des Zuschlags in Höhe von 10 Prozent des Bezuschussungssatzes wenn das Gebäude Gegenstand eines dinglichen Hauptrechts oder eines persönlichen Nutzungsrechts mit einer Dauer von oder über neun Jahren seitens einer Gemeinde mit weniger als 10 000 Einwohnern ist und für die Durchführung der Aufgabe öffentlichen Dienstes einer öffentlich-rechtlichen Person bestimmt wird.

Wenn die Investitionen Gegenstand anderer Subsidien der Gemeinschaften, der Region, der Provinzen oder der Gemeinden sind, werden die in Absatz 1 bestimmten Prozentsätze auf den Teil der Investitionen berechnet, der nicht durch diese anderen Subsidien gedeckt ist.

§ 2 - Um auf den in § 1 erwähnten Zuschuss Anspruch haben zu können, muss sich der Betrag der beihilfefähigen Kosten im Antrag mindestens auf 10.000 Euro belaufen.

In Abweichung von Abs. 1 wird ein Antrag, der die Durchführung von gleichen Arbeiten an mehreren Gebäuden betrifft, angenommen, auch wenn der Betrag der beihilfefähigen Kosten pro Gebäude 10.000 Euro nicht erreicht, unter der Bedingung, dass der kumulierte Betrag der beihilfefähigen Kosten mindestens diesen Betrag erreicht, und dass diese Arbeiten Gegenstand eines einzigen Lastenheftes sind.

§ 3 - Der Gesamtbetrag der in § 1 genannten Zuschüsse darf 500.000,00 Euro pro Antragsteller nicht überschreiten.

Art. 5 - Die Kumulierung des durch vorliegenden Erlass organisierten Zuschusses mit anderen Subsidien ist nur dann möglich, wenn der Gesamtbetrag aller gewährten Zuschüsse 100 Prozent des Gesamtbetrags der kraft vorliegenden Erlasses beihilfefähigen Kosten nicht überschreitet.

Art. 6 - § 1 - Die verfügbaren Haushaltsmittel werden in folgende Gesamtzuweisungen aufgeteilt:

1° 60 Prozent für Schulbauten, wobei die Verteilung unter die unterschiedlichen Unterrichtsnetze aufgrund des am 15. Januar 2012 festgelegten Schlüssels der Anzahl Schüler erfolgt;

2° 20 Prozent für die anderen, durch eine öffentlich-rechtliche Person benutzten Gebäude;

3° 20 Prozent für die anderen, durch eine nicht-kommerzielle Einrichtung benutzten Gebäude.

Wird eine dieser Gesamtzuweisungen nicht ganz verbraucht, so können die verfügbaren Mittel unter die anderen verteilt werden.

§ 2 - Innerhalb jeder der in § 1 genannten Gesamtzuweisungen werden die verfügbaren Mittel den Anträgen je nach der Rangordnung der Effizienz im Sinne von Artikel 12 § 4 gewährt.

KAPITEL III — Einreichung des Zuschussantrags

Art. 7 - Die Akte zur Beantragung des Zuschusses umfasst:

1° das von der Verwaltung zur Verfügung gestellte Antragsformular;

2° das Lastenheft oder die Beschreibung der durchzuführenden Arbeiten und des einzubauenden Materials;

3° den ausführlichen Kostenvoranschlag für die Lieferung und den Einbau des durch den Zuschuss betroffenen Materials;

4° eine Anleitung über die Einhaltung der in der Anlage 2 genannten energetischen Kriterien;

5° die Energieverbrauchsdaten für die letzten drei Jahre vor dem Zuschussantrag oder, wenn diese Daten nicht verfügbar sind, Daten über die Effizienz der Gebäudehülle, anhand deren ein theoretischer Energieverbrauch bestimmt werden kann;

6° eine Beschreibung der Art der Zweckbestimmung des Gebäudes und seiner Nutzung;

7° eine ausführliche Berechnung der Energieeinsparung, die sich aus den geplanten Arbeiten ergibt, in Übereinstimmung mit den Anforderungen von Anlage 1;

8° alle Dokumente betreffend die Finanzierungsquellen und die Zuschüsse, die für die Durchführung der geplanten Arbeiten bereits erhalten oder beantragt wurden oder die noch beantragt werden könnten, mit einer Ehrenerklärung des Antragstellers, dass er für die Durchführung der geplanten Arbeiten keine weiteren Prämien oder Subsidien als diejenigen, die in den übermittelten Dokumenten angeführt sind, erhalten oder beantragt hat oder beantragen wird.

Art. 8 - § 1 - Innerhalb des Monats, der auf den Eingang des Zuschussantrags folgt, schickt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung, in der sie mitteilt, ob die Antragsakte vollständig ist.

Wenn die Akte für unvollständig erklärt wird, verfügt der Antragsteller über eine Frist von fünfzehn Tagen ab der Zusendung der Empfangsbestätigung, um die fehlenden Unterlagen beizubringen.

Wenn der Antragsteller am Ende der in Abs. 2 genannten Frist die erwünschten Auskünfte zugeschiedt hat, schickt die Verwaltung ihm eine zweite Empfangsbestätigung zu, in der sie angibt, ob die Akte vollständig ist.

Wenn der Antragsteller die verlangten Auskünfte nach Ablauf der in Abs. 2 genannten Frist nicht erteilt hat, ist der Antrag unzulässig.

§ 2 - Der Beschluss zur Ablehnung oder Gewährung des Zuschusses wird dem Antragsteller binnen fünfundsiebzig Tagen, nachdem die Regierung die Liste der berücksichtigten Projekte gebilligt hat, zugestellt.

§ 3 - Die Gewährung des Zuschusses setzt die Verpflichtung voraus, der Verwaltung jedes Jahr während zehn Jahren anhand des von ihr zur Verfügung gestellten Formulars die energetischen Verbrauchsdaten des betreffenden Gebäudes mitzuteilen.

Die in Abs. 1 genannte Verpflichtung läuft ab dem Jahre der Auszahlung des Zuschusses.

Art. 9 - Die Zuschussanträge müssen vor der Bestellung und der Einleitung der Arbeiten eingereicht werden; diese Arbeiten finden so früh wie möglich nach der Zustellung des Beschlusses zur Gewährung des Zuschusses statt. Der Beschluss zur Gewährung des Zuschusses kann von der Änderung bestimmter technischer Aspekte der Antragsakte abhängig gemacht werden.

Art. 10 - § 1 - Die bezuschussten Arbeiten werden binnen einer Frist von drei Jahren ab der Zustellung des Beschlusses zur Gewährung des Zuschusses ausgeführt und abgenommen.

Diese Frist kann um ein Jahr verlängert werden, wenn der Anspruchsberechtigte spätestens drei Monate vor Ablauf der ursprünglich vorgesehenen Frist einen diesbezüglichen schriftlichen und begründeten Antrag stellt.

§ 2 - Der Minister oder sein Beauftragter kann den Inhalt der in vorliegendem Kapitel genannten Dokumente genauer bestimmen und deren Form festlegen.

KAPITEL IV — *Der Antrag auf Auszahlung des Zuschusses*

Art. 11 - § 1 - Der Antrag auf Auszahlung des Zuschusses wird binnen zwölf Monaten nach der vorläufigen Abnahme der Arbeiten bei der Verwaltung eingereicht.

§ 2 - Wird die in § 1 genannte Frist nicht eingehalten, so wird die Akte abgeschlossen und wird der Beschluss zur Gewährung des Zuschusses hinfällig.

§ 3 - Der Antrag auf Auszahlung des Zuschusses für Arbeiten umfasst:

1° den Beschluss zur Vergabe des Bauauftrags und die vergleichende Analyse der Angebote;

2° die Abschrift des Angebots des Auftragnehmers;

3° die verschiedenen Baufortschrittsberichte, die Endabrechnung und die entsprechenden Rechnungen;

4° das Protokoll der vorläufigen Abnahme der Arbeiten;

5° die Schuldforderungsanmeldung gegenüber der Region, in doppelter Ausfertigung, zwecks Auszahlung des Zuschusses.

§ 4 - Innerhalb des Monats, der auf den Eingang des Antrags zur Auszahlung des Zuschusses folgt, schickt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung, in der sie mitteilt, ob die Antragsakte vollständig ist.

Wenn die Akte unvollständig ist, verfügt der Antragsteller über eine Frist von zwei Monaten ab dem Eingang der Empfangsbestätigung, um die fehlenden Unterlagen beizubringen.

Wenn der Antragsteller am Ende der in Abs. 2 genannten Frist die erwünschten Auskünfte zugeschiedt hat, schickt die Verwaltung ihm eine zweite Empfangsbestätigung zu, in der sie angibt, ob die Akte vollständig ist.

Wenn der Antragsteller die verlangten Auskünfte nach Ablauf der in Abs. 2 genannten Frist nicht erteilt hat, ist der Antrag auf Auszahlung unzulässig.

KAPITEL V — *Der Auswahlausschuss*

Art. 12 - § 1 - Beim Minister wird ein Auswahlausschuss eingerichtet, der mit der technischen Untersuchung der Akten bezüglich der Zuschussanträge beauftragt wird.

§ 2 - Der Auswahlausschuss setzt sich wie folgt zusammen:

1° ein Vertreter des Ministers;

2° zwei Vertreter der Verwaltung;

3° ein oder mehrere vom Minister bestimmte Sachverständige im Bereich öffentliche Aufträge;

4° ein oder mehrere vom Minister bestimmte Sachverständige im Bereich Energie;

§ 3 - Der Auswahlausschuss bewertet den Zuschussantrag auf der Grundlage folgender Kriterien:

1° der energetische Vorrangcharakter des Vorhabens im Kontext des Gebäudes;

2° die Relevanz der gewählten technischen Lösungen und vorgeschlagenen Vorrichtungen, u.a. ihr Preis angesichts der durchschnittlichen Marktpreise;

3° die Energieeinsparung unter standardisierten Nutzungsbedingungen, insbesondere die Einsparung von Primärenergie und die erwartete Verringerung der CO₂-Emissionen;

4° die Schätzung der buchhalterischen Payback-Dauer der Investition.

§ 4 - Aufgrund der Ergebnisse seiner Bewertung stuft der Auswahlausschuss die Zuschussanträge für jede der in Artikel 6 § 2 genannten Gesamtzuweisungen in eine aufsteigende Rangordnung nach folgender Matrixanalyse ein:

1° die finanziellen und energetischen Kosten der Maßnahme in investierten Euro pro gespartes kWh;

2° die finanziellen und klimatischen Kosten der Maßnahme in investierten Euro pro nicht ausgestoßene Tonne CO₂.

Sind zwei Projekte gleichwertig, so werden folgende ergänzende Kriterien benutzt:

1° der energetische Vorrangcharakter des Vorhabens im Kontext des Gebäudes;

2° die Relevanz der gewählten technischen Lösungen und vorgeschlagenen Vorrichtungen.

KAPITEL VI — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 13 - Bei Betrug gegen vorliegenden Erlass, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA) oder den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA) kann der Anspruchsberechtigte keinen Zuschuss im Sinne vorliegenden Erlasses beantragen.

Art. 14 - § 1 - Wenn ein Zuschussantrag vor dem Datum der Einreichung eines Zuschussantrags im Rahmen vorliegenden Erlasses für dieselben Arbeiten und dasselbe Gebäude im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA) eingereicht wurde und zur Zeit noch untersucht wird, ohne bis jetzt Gegenstand eines Gewährungsbeschlusses zu sein, wird dieser Zuschussantrag gegenstandslos, wenn der im Rahmen vorliegenden Erlasses eingereichte Antrag Gegenstand eines Gewährungsbeschlusses wird.

Abs. 1 ist nicht anwendbar, wenn der eingereichte Zuschussantrag Arbeiten betrifft, die dringend notwendig sind im Sinne von Artikel 9 Abs. 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA). In diesem Fall unterliegt der Zuschussantrag den in diesem Erlass genannten Anforderungen.

§ 2 - Wenn ein nur im Rahmen vorliegenden Erlasses eingereichter Zuschussantrag Arbeiten betrifft, die die dringend notwendig sind im Sinne von Artikel 9 Abs. 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA), wird dieser Antrag gegenstandslos und wird davon ausgegangen, dass er im Rahmen dieses letzten Erlasses eingereicht wurde. In diesem Fall unterliegt der Zuschussantrag den in diesem Erlass genannten Anforderungen.

§ 3 - Wenn festgestellt wird, dass der Antragsteller die Anforderungen der Artikel 5 und 7 8° nicht beachtet hat, werden die beiden in § 1 Abs. 1 genannten Anträge endgültig abgelehnt.

Art. 15 - Unter Vorbehalt der Anwendung von Artikel 14 § 1, Abs. 1 und § 2 darf zwischen dem Inkrafttredatum vorliegenden Erlasses und dem 30. Juni 2013 kein Antrag betreffend zulässige Arbeiten im Sinne vorliegenden Erlasses im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA) oder im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA), einschließlich in Anwendung von Artikel 15 desselben Erlasses, eingereicht werden.

Art. 16 - Vorliegender Erlass tritt am 28. März 2012 in Kraft und am 31. Dezember 2020 außer Kraft.

Art. 17 - Vorliegender Erlass kann auch mit dem Wortlaut "UREBA außerordentlich" bezeichnet werden.

Art. 18 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. März 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Anlage 1

Anleitung über die Berechnung der Energieeinsparungen infolge der Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz in Gebäuden.

1. Zielsetzung:

Die Anleitung hat zum Zweck, die technischen Eigenschaften, einschließlich der angemessenen Dimensionierung, sowie die energetischen und wirtschaftlichen Eigenschaften der Investition festzulegen, um die Leistungsfähigkeit der geplanten Vorrichtungen zu bewerten zu können.

2. Anforderungen:

Die Anleitung muss insbesondere folgende Elemente umfassen:

1° die Darstellung der technischen Eigenschaften der Investition, die darauf abzielt, den Energiebedarf zu verringern, und, wenn nötig, als Ergänzung, die technischen Lösungen, durch die den Energiebedürfnissen effizienter und wirtschaftlicher Rechnung getragen wird;

2° die Arbeitshypothesen;

3° die Berechnungen zur technischen Dimensionierung der Investition und die bei diesen Berechnungen benutzten Bezugsgrößen (je nach Fall Wärmeleitkoeffizienten vor und nach den Arbeiten und Leistungen der Anlage);

4° eine Bewertung der Energieeinsparung (ggf. unter Berücksichtigung des Wärmekomforts) und der Verringerung der Schadstoffemissionen (CO₂, SO₂);

5° die wirtschaftliche Bilanz der Investition unter Berücksichtigung der Investitionskosten und der Verwertung der Energieeinsparungen;

6° die Rechtfertigung der Auswahl der geplanten Technik und Vorrichtungen;

7° die Normen und Merkblätter, auf die Bezug genommen wird.

Der Minister ist berechtigt, den vorgeschriebenen Inhalt der Anleitung zu ergänzen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung über die außerordentliche Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA außerordentlich) beigefügt zu werden.

Namur, den 28. März 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Anlage 2

Liste der Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes,
für das Zuschüsse zugesagt worden sind

Im Rahmen des vorliegenden Erlasses können die folgenden Arbeiten bezuschusst werden, soweit sie ausschließlich für die Umsetzung von energetischen Verbesserungen notwendig sind, mit Ausnahme der Arbeiten, deren buchhalterische Payback-Dauer zwanzig Jahre für Investitionen betreffend die Systeme und sechzig Jahre für Investitionen betreffend die Außenhaut überschreitet:

1. Die Installation eines Fernwärmenetzes, wenn dies eine für die rationelle Energienutzung eine unentbehrliche Bedingung bildet.

In diesem Fall muss die der Anlage 1 entsprechende Anleitung durch ein Berechnungsblatt ergänzt werden, das beweist, dass das Fernwärmenetz eine globale energetische Effizienz aufweist, die höher als dezentralisierte Anlagen ist.

2. Die hierunter erwähnte **Wärmeisolation der Wände des Gebäudes**, die ermöglicht, Folgendes zu erreichen:

— entweder Gesamtwärmedurchgangskoeffizienten, die die folgenden Werte nicht überschreiten,

— oder Wärmewiderstandskoeffizienten, die die folgenden Werte erreichen oder überschreiten:

<i>Wände der Wärmeverlustfläche des Gebäudes</i>	<i>U_{max} (W/m²K) oder R_{min} (m²K/W)</i>
<i>a. Fensterscheiben</i> Außerdem wird das gesamte Fenster (Rahmen + Verglasung) einen Wärmedurchgangskoeffizienten aufweisen, der unter	<i>U_{max} 1,1</i> <i>U_{max} 1,8 liegt</i>
<i>b. Türen</i>	<i>U_{max} 2</i>
<i>c. Undurchsichtige Mauern und Wände, die</i> 1° nicht mit dem Erdboden in Berührung kommen, mit Ausnahme der unter Punkt 2 genannten Mauern. 2° mit einem Belüftungshohlraum oder einem Keller außerhalb des geschützten Volumens in Berührung kommen 3° mit dem Erdboden in Berührung kommen	<i>U_{max} 0,32</i> <i>R_{min} 1,2</i> <i>R_{min} 1,3</i>
<i>d. Dach oder Decke, das bzw. die das geschützte Volumen von einem nicht geheizten und nicht gegen Frost geschützten Raum trennt</i>	<i>U_{max} 0,27</i>
<i>e. Fußböden:</i> 1° Fußböden, die mit der Außenwelt in Berührung kommen, oder sich über einer nicht geheizten anliegenden Fläche befinden	<i>U_{max} 0,35</i>

Wände der Wärmeverlustrfläche des Gebäudes	U_{max} (W/m ² K) oder R_{min} (m ² K/W)
2° andere Fußböden (Fußböden auf ebener Erde oder über einem Belüftungshohlraum oder über einem Keller außerhalb des geschützten Volumens, unterirdische Kellerfußböden)	U_{max} 0,35 oder R_{min} 1.3

Die Werte U_{max} und R_{min} werden nach der Anlage VII zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Mai 2012 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie hinsichtlich der Energieeffizienz von Gebäuden berechnet.

3. Die Ersetzung oder die Verbesserung jeglicher Heizanlage, die einer der folgenden Kategorien entspricht:

1° Kondensationskessel. In diesem Fall enthält die Antragsakte das Schema der Anlage und der Regulierungsvorrichtung, auf deren Grundlage nachgewiesen werden kann, dass die Rücklauftemperatur der Wärmeträgerflüssigkeit die Kondensation wirklich ermöglicht.

2° Arbeiten zur Gliederung des Wärmeverteilungssystems je nach den verschiedenen Zweckbestimmungen des Gebäudes;

3° Einbau von Thermostatventilen, die an die jeweilige Zweckbestimmung der Räume angepasst sind und die dazu dienen, ein mögliches übermäßiges Beheizen zu verhindern und/oder die Verringerung der Raumtemperatur von spezifischen Räumen zu ermöglichen;

4° Einbau von Regulierungssystemen, die mindestens eine Optimierung der Anlagen bei deren Stillstand je nach den äußeren klimatischen Verhältnissen und dem inneren Bedarf ermöglichen müssen;

5° alle sonstigen Arbeiten, die die Heizanlagen betreffen und dazu dienen, dass das Heizsystem (Kessel, Wärmeverteilung und Regulierung) möglichst leistungsfähig ist, d.h. ein System bildet, das einerseits eine Energieeffizienz entwickelt, die diejenige eines klassischen Systems übertrifft und andererseits eine Wärmeversorgung und-regulierung ermöglicht, die für die verschiedenen Nutzungen des Gebäudes auf den Grundsätzen der rationellen Energienutzung beruht.

In allen Fällen müssen die Leitungen zur Verteilung der Wärme des bezuschussten Heizungssystems, die sich in nicht beheizten Räumen befinden, unter Einhaltung der Regeln der Technik isoliert werden.

4. Die folgenden Verbesserungen der Beleuchtungsanlagen:

1° Die Ersetzung des Beleuchtungssystems durch ein System, das den gültigen belgischen Normen entspricht und wobei die installierte Leistung nach den Arbeiten folgende Werte nicht überschreiten darf:

a) 3 W/m² je 100 lux in den Sporthallen und Schwimmbädern;

b) 2,5 W/m² pro 100 Lux in Büro- und Schulräumen;

c) 3 W/m² pro 100 Lux in Krankenhausräumen;

d) zwischen 3 W/m² pro 100 Lux in niedrigen und breiten Gängen (mind. 30 m × 2 m × 2,8 m) und 8,5 W/m² pro 100 Lux in hohen und schmalen Gängen (mind. 30 m × 1 m × 3,5 m).

Es ist nicht zulässig, nur die Lichtquelle zu ersetzen. Im Falle von Leuchten, die mit Leuchtstoff- oder Entladungslampen ausgerüstet sind, dürfen diese nur mit elektronischen Vorschaltgeräten ausgerüstet sein.

2° Der Einbau eines jeglichen Systems, das die Leistungsoptimierung des Beleuchtungssystems ermöglicht, unter anderem:

a) Zeitschalter, ggf. mit Anwesenheitsdetektoren, in den Durchgangsräumen sowie in den Korridoren, Toiletten;

b) entweder Ein/Aus-Regelung oder stufenlose Regelung des Lichtstroms je nach der natürlichen Beleuchtungsstärke;

c) Doppelschaltung, die eine begrenzte Beleuchtung ermöglicht (von 30 bis 50%).

5. Einbau drehender Elektroausrüstungen (Pumpen, Ventilatoren, Kompressoren), deren Motor mit einer Drehzahlregelung versehen ist. Was den Bedarf an Heizung, Belüftung oder Kühlung betrifft, muss die Ausrüstung mit einer automatischen Steuerung versehen werden, die an den wirklichen Bedarf des Gebäudes oder dessen Benutzer angepasst ist.

6. Einbau jeglicher Ausrüstungen im Bereich der Belüftung, der Kühlung und des Schutzes gegen ein übermäßiges Beheizen eines Gebäudes, die einer der folgenden Kategorien entsprechen:

1° Regulierungssysteme, die eine Steuerung der Liefermengen je nach dem Bedarf ermöglichen: Uhr, Anwesenheitsdetektor, CO₂-Sonde,... die die Regulierung der Belüftung ermöglichen;

2° Anlage zur Wärmerückgewinnung aus der Abluft vom Gebäude. In diesem Fall muss die der Anlage 1 entsprechende Anleitung durch die Berechnung der Nettoenergieeinsparung auf jährlicher Basis im Rahmen der dem Gebäude für das vorgeschlagene System angepassten Betriebsbedingungen ergänzt werden;

3° Einbau von Anlagen zum Außensonnenschutz, die zum Zweck haben, die Betriebszeit einer bestehenden Klimaanlage zu verringern oder die durch das Vermeiden einer Überhitzung dazu führen, dass auf eine derartige Anlage verzichtet werden kann. Die Sonnenschutzvorrichtungen müssen zwischen Südost und West über Süd orientiert sein, d.h. zwischen 135° bis 270°.

4° Systeme, die die Benutzung der Kühlanlagen durch eine direkte Kühlung des Eiswasserkreislaufs durch die Außenluft ("free-chilling" genannte Technik) begrenzen;

5° Kühlanlagen durch natürliche oder hybride Belüftung.

7. Jegliche andere Ausrüstung oder jegliches andere System, die bzw. das eine Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes bezweckt, unter Ausschluss von Systemen, die erneuerbare Energiequellen nutzen, und besonders leistungsfähig sind, d.h. jegliche Ausrüstung oder jegliches System, die bzw. das einerseits eine überdurchschnittliche Energieeffizienz entwickelt und andererseits eine auf den Grundsätzen der rationellen Energieverwendung beruhende Lösung für die verschiedenen Nutzungen des betroffenen Gebäudes bildet.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die außerordentliche Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA außerordentlich) beigefügt zu werden.

Namur, den 28. März 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/202455]

28 MAART 2013. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de uitzonderlijke toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van werken voor een verbeterde energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen ("UREBA exceptionnel")

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, inzonderheid op de artikelen 7 tot 8;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 oktober 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 november 2012;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge raad voor de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 20 november 2012;

Gelet op het advies 52.845/4 van de Raad van State, gegeven op 6 maart 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o Minister : de Minister die voor het Energiebeleid bevoegd is;

2^o administratie : de Waalse Overheidsdienst, Operationeel directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie, Departement Energie en Duurzame Gebouwen;

3^o publiekrechtelijke persoon : elke gemeente, elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en elke Waalse provincie, evenals elke lokale politiezone van Wallonië met rechtspersoonlijkheid in de zin van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

4^o niet-commerciële instellingen : de instellingen zoals omschreven in artikel 1, 4^o, van het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën;

5^o energieprestatie van een gebouw (E.P.B.) : hoeveelheid energie die daadwerkelijk wordt verbruikt of geraamd om tegemoet te komen aan de verschillende behoeften in verband met een standaardgebruik van het gebouw, met inbegrip van de verwarming, het warme water, het mogelijke afkoelingsstelsel, de ventilatie en de verlichting; deze hoeveelheid, uitgedrukt in één of meer numerieke indicatoren, vloeit voort uit een berekening rekening houdend met de isolatie, de technische kenmerken en de kenmerken van de installaties, het concept van het gebouw en de ligging ervan, in verhouding tot de klimaatparameters, de ligging ten opzichte van de zon en het effect van de aanpalende structuren, de zelfproductie van energie en andere factoren zoals het binnenklimaat, die invloed hebben op de vraag naar energie;

6^o werken voor een verbeterde energieprestatie van een gebouw (E.P.B.) : de werkzaamheden vermeld in bijlage 2 die verband houden met de verbetering van de bouwschil, de verbetering van de verwarmings-, ventilatie-, luchtafkoelingsystemen, verlichting, energiebeheer waarbij rekening gehouden wordt met het thermisch winter- en zomercomfort en de kwaliteit van de binnenlucht en die resulteren in een verbeterde energieprestatie van een gebouw.

HOOFDSTUK II. — *Toekenningsvoorwaarden van de subsidie*

Art. 2. § 1. Voor de gebouwen die sinds minstens tien jaar zijn opgetrokken op de datum van indiening van de subsidieaanvraag kan er binnen de perken van de begrotingskredieten bepaald overeenkomstig artikel 5, § 9, van het decreet van 23 maart 1995 tot oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven door de Minister een subsidie toegekend worden aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de uitvoeringen van werken voor een verbeterde energieprestatie van het gebouw, met inachtneming van volgende voorwaarden :

1^o de publiekrechtelijke persoon of de niet-commerciële instelling die de subsidie aanvraagt is eigenaar van de aangebrachte of gerenoveerde bestanddelen en beschikt over een zakelijk hoofdrecht of een persoonlijk genotsrecht van negen jaar of meer op het gebouw;

2^o op datum van de indiening van de subsidieaanvraag wordt het gebouw gebruikt voor de uitvoering van de opdracht van openbare dienst of de niet-commerciële opdracht van de aanvrager;

3^o de subsidieaanvraag wordt uiterlijk op 30 juni 2013 ingediend.

De bestemming bedoeld in lid 1, 2^o, wordt in stand gehouden voor een minimumduur van drie jaar te rekenen van de voorlopige oplevering van de werken waarvoor de subsidie is toegekend.

§ 2. Enkel de werken waarvoor de regelgeving inzake overheidsopdrachten is nageleefd komen in aanmerking.

Art. 3. De grondslag voor de berekening van de subsidie wordt bepaald met als ijkpunt de gezamenlijke in aanmerking komende kosten, btw inbegrepen.

Onder kosten die in aanmerking komen voor een verbeterde energieprestatie van een gebouw dienen de aankoop en de installatie van materialen of uitrustingen met het oog op de verbeterde energieprestatie van een gebouw.

Art. 4. § 1. Het percentage dat geldt als grondslag voor de berekening van het subsidiebedrag bedraagt :

1° 100 percent voor de in aanmerking komende kosten voor de gebouwen bestemd voor het onderwijs van de Franse of Duitstalige Gemeenschap;

2° 60 percent voor de in aanmerking komende kosten voor de gebouwen bestemd voor het onderwijs waarbij onderling verenigbare verhogingen gevoegd worden, namelijk :

a) 20 percent voor de in aanmerking komende kosten voor het basisonderwijs;

b) 10 percent voor de in aanmerking komende kosten voor de instellingen erkend in het kader van de positieve discriminatie;

3° 75 percent van de in aanmerking komende kosten voor elk ander gebouw, waarbij de verhoging met 10 percent van het subsidiepercentage opgeteld wordt wanneer het gebouw onderworpen is aan een zakelijk hoofdrecht of een persoonlijk genotsrecht van negen jaar of meer dat in handen is van een gemeente van minder dan 10 000 inwoners en bestemd wordt voor de opdracht van openbare dienstverlening door een publiekrechtelijke persoon.

Als er voor de investeringen andere subsidies verleend worden door de Gemeenschappen, het Gewest, de Provincies of de Gemeenten, worden de percentages bepaald in lid 1 berekend op het deel van de investeringen dat niet onder die andere subsidies valt.

§ 2. Om in aanmerking te kunnen komen voor de subsidie bedoeld in paragraaf 1, dient het bedrag van de in aanmerking komende kosten minstens gelijk te zijn aan 10.000 euro.

In afwijking van lid 1 wordt een aanvraag met betrekking tot de uitvoering van identieke werken in meerdere gebouwen aanvaard zelfs als het bedrag van de in aanmerking komende kosten per gebouw onder het bedrag van 10.000 euro blijft, op voorwaarde dat het samengevoegde bedrag van de in aanmerking komende kosten minstens gelijk is aan die som en die werken deel uitmaken van één enkel bouwdoossier.

§ 3. Het totaalbedrag van de subsidies bedoeld in § 1 overschrijdt niet 500.000,00 euro per aanvrager.

Art. 5. De samenvoeging van de subsidie ingevoerd bij dit besluit met andere subsidies is enkel mogelijk op voorwaarde dat de totale som van de toegekende subsidies 100 percent van het totaalbedrag van de in dit besluit in aanmerking genomen kosten niet overschrijdt.

Art. 6. § 1. De beschikbare budgetten worden per enveloppe verdeeld, op volgende wijze :

1° 60 percent voor de schoolgebouwen, waarbij de verdeling tussen de schoolnetten gebeurt op grond van de rekensleutel van het aantal leerlingen vastgelegd op 15 januari 2012;

2° 20 percent voor de andere gebouwen betrokken door een publiekrechtelijke persoon;

3° 20 percent voor de andere gebouwen betrokken door een niet-commerciële instelling.

Bij onderbenutting van één van die enveloppes kunnen de beschikbare kredieten herbestemd worden voor de andere enveloppes.

§ 2. In elk van de enveloppes bedoeld in § 1 worden de beschikbare kredieten toegekend aan de aanvragen in de rangschikking van de energieprestatie zoals omschreven in artikel 12, § 4.

HOOFDSTUK III. — *Indiening van de subsidieaanvraag*

Art. 7. Het subsidieaanvraagdossier bevat :

1° het aanvraagformulier, ter beschikking gesteld door de administratie;

2° het bouwdoossier of de omschrijving van de uit te voeren werken of het aan te brengen materieel;

3° de omstandige kostenraming voor de levering en de plaatsing van het materieel bedoeld bij de subsidie;

4° een toelichtingsnota betreffende de naleving van de energiecriteria verwoord in bijlage 2;

5° de gegevens inzake energieverbruik voor de laatste drie jaar voorafgaand aan de subsidieaanvraag of, wanneer die gegevens onbeschikbaar zijn, de gegevens in verband met de performantie van de bouwschil waardoor een theoretisch energieverbruik berekend kan worden;

6° de omschrijving van de aard van de bestemming van het gebouw en de gebruikintensiteit ervan;

7° een omstandige berekeningsnota voor de energiebesparingen voortvloeiend uit de overeenkomstig de vereisten van bijlage 1 overwogen werken;

8° alle documenten inzake de financieringsbronnen en de subsidies die reeds werden ontvangen, aangevraagd of die aangevraagd kunnen worden voor de uitvoering van de overwogen werken, samen met een verklaring op erewoord van de aanvrager dat hij voor de uitvoering van de overwogen werken geen andere premies of subsidies ontvangen of aangevraagd heeft dan die welke vermeld zijn in de ingediende documenten en dat hij er geen zal aanvragen.

Art. 8. § 1. Binnen een maand na ontvangst van de subsidieaanvraag stuurt de administratie een bericht van ontvangst naar de aanvrager waarin zij aangeeft of het aanvraagdossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onvolledig wordt verklaard, beschikt de aanvrager over een termijn van vijftien dagen, te rekenen van de datum van verzending van het bericht van ontvangst van de administratie, om de ontbrekende gegevens te verstrekken.

Indien de aanvrager de gevraagde gegevens na afloop van de termijn bedoeld in lid 2 aan de administratie heeft overgemaakt, wordt een tweede bericht van ontvangst verstuurd om hem mee te delen dat zijn dossier volledig is.

Als de aanvrager daarentegen na afloop van de termijn bedoeld in lid 2 de gevraagde gegevens niet heeft verstrekt, is de aanvraag onontvankelijk.

§ 2. De beslissing tot afwijzing of toekenning van de subsidie wordt aan de aanvrager medegedeeld binnen de vijftenzeventig dagen te rekenen van de goedkeuring van de lijst van de in aanmerking komende projecten door de Regering.

§ 3. De toekenning van de subsidie houdt de verplichting in om de administratie jaarlijks gedurende tien jaar de gegevens te verstrekken in verband met het energieverbruik van het betrokken gebouw, aan de hand van het door de administratie ter beschikking gesteld formulier.

De verplichting bedoeld in lid 1 gaat in het jaar van de vereffening van de subsidie.

Art. 9. De subsidieaanvragen gaan vooraf aan de bestelling en uitvoering van de werken, die ten vroegste na kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de subsidie plaatsvinden. De beslissing tot toekenning van de subsidie kan gebonden worden aan de voorwaarde van wijziging van bepaalde technische aspecten van het aanvraagdossier.

Art. 10. § 1. De gesubsidieerde werken worden uitgevoerd en opgeleverd binnen een termijn van drie jaar te rekenen van de kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de subsidie.

Die termijn kan met één jaar worden verlengd indien de begunstigde daartoe een schriftelijk gemotiveerd verzoek indient, uiterlijk drie maanden voor de datum van verstrijken van de oorspronkelijk voorziene datum.

§ 2. De Minister of diens gemachtigde kan de inhoud van de documenten bedoeld in dit hoofdstuk en de vorm ervan nader bepalen.

HOOFDSTUK IV. — *Aanvraag tot vereffening van de subsidie*

Art. 11. § 1. De aanvraag tot vereffening van de subsidie wordt bij de administratie ingediend binnen de twaalf maanden te rekenen van de voorlopige oplevering van de werken.

§ 2. Bij niet-inachtneming van de termijn bedoeld in paragraaf 1, wordt het dossier gesloten en vervalt de toekenningsbeslissing.

§ 3. De aanvraag tot vereffening van de subsidie voor werken bevat :

1° de beslissing tot toewijzing van de overheidsopdracht voor de aanneming van werken en de vergelijkende analyse van de offertes;

2° het afschrift van de offerte van de aannemer;

3° de verschillende staten van vordering van de werken, de eindafrekening en de desbetreffende facturen;

4° het proces-verbaal van voorlopige oplevering van de werken;

5° de aangifte van schuldvordering tegenover het Gewest in tweevoudig exemplaar voor de vereffening van de subsidie.

§ 4. Binnen een maand na ontvangst van de aanvraag tot vereffening van de subsidie stuurt de administratie een bericht van ontvangst naar de aanvrager waarin zij aangeeft of het aanvraagdossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onvolledig is, beschikt de aanvrager over een termijn van twee maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van het bericht, om de ontbrekende gegevens te verstrekken.

Indien de aanvrager de gevraagde gegevens na afloop van de termijn bedoeld in lid 2 aan de administratie heeft overgemaakt, wordt een tweede bericht van ontvangst verstuurd om hem mee te delen dat zijn dossier volledig is.

Als de aanvrager daarentegen na afloop van de termijn bedoeld in lid 2 de gevraagde gegevens niet heeft verstrekt, is de aanvraag onontvankelijk.

HOOFDSTUK V. — *Selectiecomité*

Art. 12. § 1. Er wordt bij de Minister een Selectiecomité opgericht, belast met de technische behandeling van de subsidieaanvraagdossiers.

3° Het Selectiecomité is samengesteld als volgt :

1° één vertegenwoordiger van de Minister;

2° twee vertegenwoordigers van de administratie;

3° één of meerdere deskundigen inzake overheidsopdrachten, aangewezen door de Minister;

4° één of meerdere deskundigen inzake energie, aangewezen door de Minister.

§ 3. Het Selectiecomité beoordeelt de subsidieaanvraag volgens deze criteria :

1° het prioritair karakter van het project inzake energie, vanuit het oogpunt van het gebouw;

2° de relevantie van de keuze van de voorgestelde technieken en systemen, met name hun kostprijs ten opzichte van de gemiddelde marktprijs;

3° de energiebesparingen in gestandaardiseerde gebruiksomstandigheden, met name inzake primaire energie, en de vermoedelijke terugval van CO₂-emissies;

4° de berekening van de boekhoudkundige terugverdientijd van de investering.

§ 4. In functie van de resultaten van zijn beoordeling rangschikt het Selectiecomité de subsidieaanvragen voor elke enveloppe bedoeld in artikel 6, § 2, in stijgende volgorde aan de hand van volgende matriciële analyse :

1° de financiële en energiekostprijs van de verrichting, uitgedrukt in het aantal geïnvesteerde euro's per uitgespaard kWh;

2° de financiële en klimatologische kostprijs van de verrichting, uitgedrukt in het aantal geïnvesteerde euro's per niet-uitgestoten ton CO₂.

Bij gelijke uitslag worden volgende aanvullende criteria toegevoegd :

1° het prioritair karakter van het project inzake energie, vanuit het oogpunt van het gebouw;

2° de relevantie van de keuze van de voorgestelde technieken en systemen.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 13. Bij fraude ten opzichte van dit besluit, ten opzichte van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen of van het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en de niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen kan de begunstigde geen subsidie aanvragen in de zin van dit besluit.

Art. 14. § 1. Wanneer een subsidieaanvraag voorafgaandelijk aan de datum van indiening van een subsidieaanvraag in het kader van dit besluit voor dezelfde werken en hetzelfde gebouw is ingediend in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke

personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen, wordt die subsidieaanvraag doelloos als de er een toekenningsbeslissing is getroffen voor de aanvraag ingediend in het kader van dit besluit.

Lid 1 is niet van toepassing wanneer de ingediende subsidieaanvraag werken betreft met een dringend karakter in de zin van artikel 9, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen. In dat geval wordt de subsidieaanvraag onderworpen aan de vereisten van hetzelfde besluit.

§ 2. Wanneer een subsidieaanvraag die enkel is ingediend in het kader van dit besluit werken betreft met een dringend karakter in de zin van artikel 9, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen, wordt die aanvraag doelloos en wordt ze geacht ingediend te zijn in het kader van laatstgenoemd besluit. In dat geval wordt de subsidieaanvraag onderworpen aan de vereisten van hetzelfde besluit.

§ 3. Wanneer vastgesteld wordt dat de aanvrager de vereisten van de artikelen 5 en 7, 8°, niet heeft nageleefd, worden beide aanvragen bedoeld in paragraaf 1, lid 1, definitief geweigerd.

Art. 15. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 14, § 1, leden 1 en 2, kan er tussen de datum van inwerkingtreding van dit besluit en 30 juni 2013 geen enkele aanvraag met betrekking tot in aanmerking komende werken in de zin van dit besluit ingediend worden in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen of in het kader van betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en de niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen, met inbegrip van de toepassing van artikel 15 van hetzelfde besluit.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 28 maart 2013 en houdt op uitwerking te hebben op 31 december 2020.

Art. 17. Naar dit besluit wordt in de Franse taal verwezen met de uitdrukking "UREBA exceptionnel".

Art. 18. De Minister bevoegd voor het Energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 maart 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Bijlage 1

Toelichtingsnota betreffende de berekening van energiebesparingen voortvloeiend uit de werken met het oog op de energieprestatie van het gebouw.

1. Doel :

De toelichtingsnota strekt ertoe de technische kenmerken te bepalen, met inbegrip van hun gepaste, energie- en economiegebonden dimensionering van de investering om de doeltreffendheid van het overwogen systeem te beoordelen.

2. Vereisten :

De toelichtingsnota dient met name volgende gegevens te bevatten :

1° een overzicht van de technische kenmerken van de investeringen met het oog op de vermindering van de energiebehoeften en aanvullend, indien nodig, de technieken waarmee doeltreffender en spaarzamer ingespeeld kan worden op de energiebehoeften;

2° de werkhypothesen ;

3° de berekening van de technische dimensionering van de investering en de referentiegrootheden gebruikt voor de berekening (al naar gelang : thermische transmissiecoëfficiënten voor en na de werken en rendementen van de installatie);

4° een beoordeling van de energiebesparingen (waarbij rekening gehouden kan worden met het thermisch comfort) en de vermindering van vervuilende emissies (CO₂, SO₂);

5° de economische balans van de investering waarbij rekening wordt gehouden met de investering en de valorisering van de energiebesparingen;

6° de verantwoording van de keuze van de voorgestelde technieken en regelingen;

7° de normen en codes van goede praktijken die als ijkpunten worden gebruikt.

De Minister is ertoe gemachtigd de verplichte inhoud van de nota verder aan te vullen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de uitzonderlijke toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van werken voor de verbetering van de energieperformantie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen ("UREBA exceptionnel").

Namen, 28 maart 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Bijlage 2

Lijst van de werken met het oog op de verbetering van de energieprestatie van een gebouw dat voor subsidie in aanmerking komt

Onderstaande werken kunnen gesubsidieerd worden in het kader van dit besluit, voor zover strikt noodzakelijk voor de uitvoering van verbeteringswerken op energievlak, met uitsluiting van de werken waarvan de boekhoudkundige terugverdientijd 20 jaar overschrijdt voor de systeeminvesteringen en 60 jaar voor de bouwschilinvesteringen :

1. De installatie van een **warmtenet** als dat net een onontbeerlijke voorwaarde is voor rationeel energiegebruik.

In dat geval moet de toelichtingsnota overeenkomstig bijlage 1 aangevuld worden met een berekeningsnota waaruit blijkt dat het warmtenet een globale energie-efficiëntie bereikt dat die van gedecentraliseerde installaties overschrijdt.

2. **De thermische isolatie van de muren van het gebouw**, zoals hieronder opgegeven, waardoor

— ofwel globale transmissiecoëfficiënten bereikt kunnen worden, lager dan gelijk aan volgende waarden

— ofwel coëfficiënten van thermische weerstand bereikt kunnen worden, hoger dan of gelijk aan volgende waarden :

<i>Muren met oppervlakteverlies van het gebouw</i>	<i>U_{max} (W/m²K) of R_{min} (m²K/W)</i>
<i>a. Vensters</i>	<i>U_{max} 1,1</i>
Bovendien moeten de ramen en vensters een transmissiecoëfficiënt vertonen lager dan	<i>U_{max} 1,8</i>
<i>b. Deuren</i>	<i>U_{max} 2</i>
<i>c. Lichtdichte muren en wanden :</i>	
1° niet in contact met de vloer, uitgezonderd de muren bedoeld in punt 2°	<i>U_{max} 0,32</i>
2° in contact met een kruipruimte of een kelder buiten het beschermd bouwvolume	<i>R_{min} 1,2</i>
3° in contact met de vloer	<i>R_{min} 1,3</i>
<i>d. Dak of zoldering scheiden het beschermd bouwvolume van een onverwarmd niet-vorstvrij lokaal</i>	<i>U_{max} = 0,27</i>
<i>e. Plankenvloer :</i>	
1° in contact met buitenomgeving of boven een onverwarmde nevenkamer	<i>U_{max} = 0,35</i>
2° Andere plankenvloeren (plankenvloeren op aardeophopingen, boven een kruipruimte of boven een kelder buiten een beschermd volume, ingegraven plankenvloeren van kelders)	<i>U_{max} 0,35 of R_{min} 1,3</i>

De waarden U_{max} en R_{min} worden berekend volgens Bijlage VII bij het besluit van de Waalse Regering van 10 mei 2012 tot wijziging, wat de energieprestatie van de gebouwen betreft, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie.

3. De vervanging of de verbetering van elk verwarmingssysteem die overeenkomen met één van volgende categorieën :

1° de condensatieketels. In dat geval bevat het aanvraagdossier het installatieschema en de daarmee gepaard gaande afstelling waaruit blijkt dat de teruglooptemperatuur van de warmtegeleidende vloeistof de condensatie daadwerkelijk mogelijk zal maken;

2° de werken voor de opdeling van de warmtedistributie in functie van de verschillende gebruiksfuncties van het gebouw;

3° installatie van thermostaatkranen aangepast aan de bezetting van de lokalen en bestemd voor het wegwerken van eventuele oververhitting en/of de vermindering van de omgevingstemperatuur in specifieke lokalen;

4° installatie van reguleringssystemen voor een minimale optimalisering bij het stilleggen van de installaties in functie van het buitenklimaat en de vraag binnenhuis;

5° alle andere werken in verband met de verwarmingsinstallaties en die zo zijn opgevat dat het verwarmingssysteem (verwarmingsketel, warmtedistributie en regulering) bijzonder werkzaam is, namelijk een systeem dat enerzijds een energieprestatie bevordert die boven het klassieke systeem uitstijgt en die anderzijds een distributie en een regulering van de warmte mogelijk maakt die aangepast zijn aan de beginselen inzake rationeel energiegebruik voor de verschillende gebruiksfuncties van het gebouw.

Hoe dan ook moeten de buizen voor de verspreiding van de warmte van het gesubsidieerde warmtesysteem in niet-verwarmde lokalen overeenkomstig de regels van de kunst tegen elk warmteverlies beschermd worden.

4. De volgende verbeteringen aan de verlichtingsinstallaties :

1° de vervanging van het verlichtingssysteem door een naar Belgische normen aangelegd systeem waarvan het na werken geïnstalleerd vermogen niet verder reikt dan :

a) 3 W/m² per 100 lux in sporthallen en zwembaden;

b) 2,5 W/m² per 100 lux in kantoren en schoollokalen;

c) 3 W/m² per 100 lux in lokalen voor ziekenhuisgebruik;

Tussen 3 W/m² per 100 lux in een lage brede gang (min 30 m × 2 m × 2,8 m) en 8,5 W/m² voor 100 lux in een hoge smalle gang (min 30 m × 1 m × 3,5 m).

De vervanging van enkel de lichtbron is niet toegelaten. Verlichtingstoestellen uitgerust met fluorescerende lampen of ontladingslampen worden uitsluitend van elektronische ballasts voorzien.

2° Installatie van elk systeem voor de optimalisering van de werking van het verlichtingssysteem, met name :

a) een timer, eventueel gecombineerd met aanwezigheidsdetectoren, in de doorgangsvreken evenals in de doorgangen en toiletten

b) een "alles of niets" of continue regeling van de lichtstroom in functie van de natuurlijke verlichting van het vertrek;

c) een dubbele ontsteking die een minder sterke verlichting mogelijk maakt (van 30 tot 50 %).

5. Installatie van elke roterende elektrische uitrusting (pompen, ventilatoren, compressoren) waarvan de motor uitgerust is met een variabele snelheidsregeling. Voor wat betreft de verwarmings-, ventilatie- of afkoelingsvraag, moet hij uitgerust zijn met een automatisch beheer aangepast aan de reële noden van het gebouw en de bewoners.

6. Installatie van elke uitrusting in het domein van de ventilatie, de afkoeling en de bescherming tegen oververhitting van een gebouw, die overeenstemt met één van volgende categorieën :

1° regulatiesystemen die op vraag een debietbeheer mogelijk maken : Uurwerk, aanwezigheidsdetectie, CO₂-sonde... waardoor de ventilering geregeld kan worden;

2° systemen voor het terugwinnen van warmte op lucht die aan het gebouw onttrokken wordt. In dat geval dient de toelichtingsnota overeenkomstig bijlage 1 aangevuld te worden met de berekening van de netto-winst aan primaire energie op jaarbasis in de werkingsomstandigheden aangepast aan het gebouw voor het voorgesteld systeem;

3° installatie van aan de buitenkant geplaatste zonneweringen ter beperking van de werkingstijd van een bestaande klimatisering of ter voorkoming van de plaatsing van een dergelijke installatie in een gebouw door terugdringen van oververhitting. Vensters uitgerust met zonneweringen dienen tussen zuidoosten en westen via het zuiden te worden geplaatst, namelijk van 135° tot 270°;

4° systemen voor het verminderde gebruik van afkoelingsinstallaties door een onmiddellijke afkoeling van de ijswaterkringloop door de buitenlucht ("free chilling techniek");

5° koelinstallatie door natuurlijke of hybride ventilatie.

7. Installatie van alle andere uitrustingen of systemen in verband met een verbeterde energiestaat van het gebouw, uitgezonderd systemen die draaien op hernieuwbare energieën, en die hoogrenderend zijn, namelijk elke uitrusting of elk systeem dat enerzijds bovengemiddeld presteert en dat anderzijds op gepaste wijze inspeelt op de beginselen inzake rationeel energieverbruik voor de verschillende gebruiksfuncties van het bedoelde gebouw.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de uitzonderlijke toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van werken voor de verbetering van de energiestaat en het rationeel energieverbruik in de gebouwen ("UREBA exceptionnel").

Namen, 28 maart 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/202456]

28 MARS 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA)

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, les articles 7 et 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 octobre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 novembre 2012;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 20 novembre 2012;

Vu l'avis 52.844/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 mars 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a l'Energie dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE, ainsi que la Directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments (refonte).

§ 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° Ministre : le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions;

2° administration : le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, Département de l'énergie et du Bâtiment durable;

3° personne de droit public : toute commune, centre public d'action sociale et province ainsi que toute zone de police locale pluricommunale dotée de la personnalité juridique au sens de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux;

4° organismes non commerciaux : les organismes tels que définis à l'article 1^{er}, 4^o, du décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'Energie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables;